

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA SANTÉ, DES SOLIDARITÉS ET DES FAMILLES

**Arrêté du 18 février 2025 portant modification de l'arrêté relatif aux modalités d'audit associées au référentiel national mentionné à l'article D. 6316-1-1 du code du travail**

NOR : TSSD2501626A

La ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,  
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 6316-3 et D. 6316-1-1 ;  
Vu l'arrêté du 6 juin 2019 modifié relatif aux modalités d'audit associées au référentiel national mentionné à l'article D. 6316-1-1 du code du travail ;  
Vu l'avis de France compétences en date du 6 février 2025,

Arrête :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Après l'article 10 de l'arrêté du 6 juin 2019 susvisé, il est inséré un article 10 *bis* ainsi rédigé :  
« *Art. 10 bis.* – I. – Les organismes de formation enregistrés à Mayotte conformément à l'article L. 6351-1 du code du travail et disposant, au 1<sup>er</sup> décembre 2024, d'une certification ou d'une labellisation délivrée conformément à l'article R. 6316-2 du même code peuvent, jusqu'au 30 juin 2025, bénéficier d'un audit initial, d'un audit de surveillance ou d'un audit de renouvellement selon les conditions de durées aménagées suivantes :

«

Catégories d'action		Durée de base	L. 6313-1 – 1°	L. 6313-1 – 2°	L. 6313-1 – 3°	L. 6313-1 – 4°	Echantillonnage de sites
Initial, surveillance, renouvellement	CA < 750 000 €	0,5 jr	+0 jr	+0 jr	+0 jr	+0,5 jr	+0,5 jr par site échantillonné
	CA >= 750 000 €		+0,5 jr	+0,5 jr	+0,5 jr	+0,5 jr	

« II. – Les audits aménagés mentionnés au I ne concernent que les indicateurs suivants :  
« – indicateurs communs : 1 – 2 – 11 – 12 – 22 – 24 – 25 – 26 – 32 ;  
« – indicateurs spécifiques : tous les indicateurs spécifiques sont audités s'ils s'appliquent au prestataire. »  
**Art. 2.** – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.  
Fait le 18 février 2025.

Pour la ministre et par délégation :  
*La cheffe de service,  
adjointe au délégué général à l'emploi  
et à la formation professionnelle,*  
R. BECUWE